

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

**SECRETARIAT GENERAL
DU GOUVERNEMENT**

REPUBLIQUE DE GUINEE
Travail - Justice - Solidarité

**DECRET D/2012 / 045 / PRG/ SGG
PORTANT MODALITES DE MISE EN ŒUVRE D'UN PROGRAMME
DE REVUE DES TITRES ET CONVENTIONS MINIERES
PAR LA COMMISSION NATIONALE DES MINES**

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

Vu La Constitution ;

Vu la Loi L/2011/029/AN du 31 décembre 2001 portant principes fondamentaux de création, d'organisation et de contrôle des structures des services publics ;

Vu la Loi L/2011/005/CNT/2011 du 10 août 2011, portant création et gestion du patrimoine minier ;

Vu la Loi L/2011/006/CNT/2011 du 9 septembre 2011, portant code minier de la République de Guinée ;

Vu l'Ordonnance O/91/025 du 11 mars 1991, portant cadre juridique et institutionnel des entreprises publiques ;

Vu le décret D/2012/041/PRG/SGG DU 26 mars 2012, portant création, attributions et fonctionnement de la Commission Nationale des Mines ;

Vu Le Décret D/2010/007/PRG/SGG du 24 décembre 2010, portant nomination du Premier Ministre, Chef du Gouvernement ;

Vu Les Décrets D/2010/009PRG/SGG du 27 décembre 2010, D/2010/016/PRG/SGG du 30 décembre 2010 et D/2011/002/PRG/SGG du 04 janvier 2011, portant nomination de Ministres ;

D E C R E T E

CHAPITRE I : OBJET ET CHAMP D'APPLICATION

Article 1er :

Le présent décret fixe les modalités de la mise en œuvre par la commission Nationale des Mines d'un programme global de revue des titres et conventions miniers en vigueur au jour de la signature du présent Décret, dans la perspective de leur maintien, aménagement ou retrait en application du code minier, et notamment de ces articles 88 et 157

CHAPITRE II : ATTRIBUTIONS

Article 2 : La Commission Nationale des Mines procède à l'analyse des titres et conventions miniers en vue de l'émission d'un avis conditionnant toute décision de l'autorité compétente à l'issue du programme global de revue des titres miniers visés à l'Article 1.

Article 3 : Pour les besoins de la mise en œuvre du programme global de revue des titres et conventions miniers, cette analyse est effectuée par deux comités institués au sein de la Commission Nationale des Mines, en l'occurrence un Comité Stratégique et un Comité Technique dont les attributions, la composition, l'organisation et le fonctionnement sont fixés ci-dessous

Article 3.1 - Attributions du Comité Stratégique

Le Comité stratégique s'occupe des questions politiques et stratégiques relatives au programme global de revue des titres et conventions miniers. Son accord préalable sera nécessaire avant que toute décision soit prise concernant un ou plusieurs titres ou conventions miniers et notamment en ce qui concerne leur maintien, aménagement ou retrait.

Article 3.2 - Attributions du Comité Technique

Le comité Technique est l'organe opérationnel de la Commission Nationale des Mines en ce qui concerne le programme de revue des titres et conventions miniers.

Le Comité Technique s'occupe des activités quotidiennes, relatives à l'analyse des titres et conventions miniers concernés :

- Organisation de consultations externes ;
- Communication avec les parties prenantes
- Recolte et analyse des informations et documents se rapportant aux titres miniers et conventions concernés ;
- Rédaction de rapports
- Recommandations au Comité Stratégique concernant tout sujet relatif aux titres et conventions miniers qui seraient traités au cours du processus de revue et le cas échéant la conduite de négociations avec les détenteurs des titres miniers concernés

Article 4 : L'analyse des titres miniers dans le cadre du programme de revue des titres et conventions miniers comprend les étapes suivantes :

1. L'identification des titres et conventions miniers soumis à l'analyse du Comité Stratégique et du comité Technique ;
2. La publication des titres miniers concernés, et le cas échéant, les conventions associées sur un site internet du Gouvernement de la République de Guinée ;
3. La supervision du rassemblement des documents techniques, juridiques et économiques relatifs aux différents titres et conventions miniers concernés
4. La conception d'un questionnaire adressé au détenteur des titres miniers concernés
5. Le recueil et l'analyse de tous les documents techniques, juridiques et économiques, et des informations recueillies relatifs aux titres et conventions miniers concernés
6. La rédaction d'un rapport, pour chaque titre et convention minier concerné, par le Comité Technique, portant recommandation pour la formulation d'un

- avis par le Comité Stratégique au nom de la Commission Nationale des Mines
7. La transmission de l'avis de la Commission Nationale des Mines à l'autorité compétente définie par le Code Minier

CHAPITRE III : COMPOSITION

Comité Stratégique :

Article 5 : Le Comité Stratégique est composé de quatre (4) membres placés sous l'autorité du Chef de l'Etat.

Ses membres sont :

1. Le Ministre en charge des Mines et de la Géologie, qui préside le Comité
2. Le Ministre en charge de l'Economie et des Finances
3. Le Ministre en charge de la Justice
4. Le Ministre en charge des Travaux Publics et des Transports.

Comité Technique :

Article 6 : Le Comité Tehnique est composé de dix-huit (18) membres, dont un Président, un Vice-président, hauts Cadres disposant de compétences avérées et une expérience suffisante en négociations internationales, nommés par le Président de la République et placé sous l'autorité du Comité Stratégique.

Les membres du Comité Technique sont des Hauts Cadres de l'Etat disposant de l'autorité nécessaire pour représenter leurs structures respectives que sont les institutions suivantes :

1. La Présidence : un membre
2. La Primature : un membre
3. Le Ministère des Mines et de la Géologie : trois membres
4. Le Ministère des Finances : un membre
5. Le Ministère du Budget : un membre
6. Le Ministère de l'Environnement : un membre
7. Le Ministère des Travaux Publics : un membre
8. Le Ministère des Transports : un membre

9. Le Ministère de la Justice : un membre
10. Le Ministère de l'Administration du Territoire et de la Décentralisation : un membre
11. L'Administration des Grands Projets : un membre
12. La Banque Centrale de la République de Guinée : un membre
13. La Société Civile : un membre
14. Syndicat : un membre

Ces membres sont nommés par leur Ministère ou Structure de Tutelle, soumis à l'approbation préalable du Président de la République.

Les membres provenant de la Société Civile sont désignés par la Coordination Nationale des Organisations de la Société Civile Guinéenne, en raison de leur parfaite connaissance du secteur minier et de leurs compétences reconnues pour contribuer aux missions du Comité Technique.

Compte tenu de l'enjeu et de la sensibilité des travaux, chaque membre du Comité Technique aura un suppléant qui, seul, peut le représenter.

Les suppléants disposent de toute l'autorité nécessaire pour engager leurs structures.

CHAPITRE IV : ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT

Article 7 : Fonctionnement du Comité Stratégique

Outre le rapport hebdomadaire qu'il adresse au Président de la République, le Comité Stratégique établit des rapports mensuels à destination du Conseil des Ministres, et des rapports trimestriels présentés à l'Assemblée Nationale et diffusés dans les médias.

Le Président du Comité saisit le Président de la République de toute difficulté rencontrée dans l'exercice des missions du Comité Stratégique.

Article 8 : fonctionnement du Comité Technique

Les membres du Comité Technique, appuyés par des experts et conseillers nationaux et internationaux, travaillent quotidiennement.

Aucun quorum n'est requis dans le cadre du fonctionnement normal du Comité Technique. Ses décisions sont prises à la majorité des membres présents ou représentés par leurs suppléants.

Le Président du Comité Technique a voix prépondérante en cas d'égalité des voix.

Le Président du Comité Technique rend compte chaque semaine au Comité Stratégique.

Dans le cas où il est décidé par le Comité Stratégique qu'une négociation doit être entreprise, celle-ci sera conduite par une délégation du Comité Technique avec le détenteur du titre.

Article 9 : Organisation du Comité Technique

Le Comité Technique est doté d'un secrétariat, chargé de son installation, de la préparation du budget de fonctionnement, de l'agenda des réunions, de la distribution des documents de travail, du classement des dossiers, de la diffusion de l'information en interne et de la gestion des opérations courantes.

Il dispose d'analystes chargés de l'appuyer dans la revue des documents, du travail administratifs, des analyses techniques, des pratiques d'exécution et des recommandations préliminaires. Ces experts nationaux et internationaux exécutent le travail technique en amont des réunions et fournissent les éléments nécessaires aux prises de décisions du Comité Technique.

Les experts nationaux sont choisis parmi les cadres expérimentés des différents départements ministériels, dans le domaine économique, juridique, financier, géologique, environnemental et des infrastructures.

Outre les Cadres de l'Etat, des Consultants nationaux peuvent être recrutés à défaut d'experts répondant aux critères de sélection au sein de l'administration publique.

Les conseillers internationaux travaillent en étroite collaboration avec les experts nationaux, notamment pour les questions financières, juridiques et techniques.

Article 10 : Rôle du Président du Comité Technique

Le Président du Comité Technique est en lien direct avec le Comité Stratégique, auquel il fait un rapport hebdomadaire des activités du Comité Technique.

Le Président du Comité Technique est chargé de la direction quotidienne de cette structure ainsi que de la gestion des experts internes et externes mobilisés. Il est le chef de délégation dans les discussions avec les détenteurs des titres miniers.

Le Président du Comité Technique pourra, notamment en cas de conflit d'intérêts, direct ou indirect, concernant un membre du Comité Technique ou de toute situation incompatible avec la poursuite de la mission dudit membre, proposer au Ministère ou Structure de Tutelle et/ou au Président de la République, l'exclusion de ce membre du Comité Technique.

Article 11 : Moyens financiers

Le Comité Stratégique et le Comité Technique disposent d'un budget de fonctionnement, d'un local de réunion et de travail, d'un secrétariat et du matériel nécessaire.

Le secrétariat tient une comptabilité précise et détaillée de toutes les dépenses exposées par le Comité Stratégique et le Comité Technique.

Article 12 : Durée de vie du Comité Stratégique et du Technique

Le Comité Stratégique et le Comité Technique sont institués pour une durée initiale d'un an, renouvelable, à compter de l'entrée en vigueur du présent Décret.

Au plus tard deux mois avant l'expiration de ce délai, initial ou renouvelé, le Président du Comité Stratégique présente un rapport au Président de la République sur la nécessité ou non de proroger les travaux et missions des Comités.

Le Président de la République dispose d'un délai de deux mois, à compter de la transmission du rapport du Président du Comité Stratégique, pour se prononcer

sur la poursuite des missions des Comités et son silence au-delà de ce délai vaut approbation des conclusions dudit rapport.

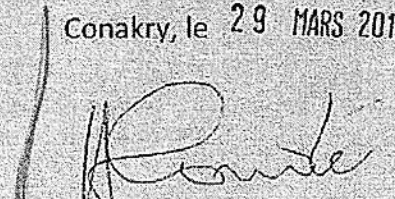
CHAPITRE V : DISPOSITIONS FINALES

Article 13 : Application

Le Premier Ministre Chef du Gouvernement, le Ministre Directeur de Cabinet à la Présidence, le Ministre d'Etat aux Travaux Publics et aux Transports, le Ministre des Mines et de la Géologie, le Ministre de l'Economie et des Finances, le Ministre de l'Administration du Territoire et de la Décentralisation, le Ministre Délégué à l'Environnement, le Ministre de la Justice, le Ministre Délégué au Budget, le Ministre Délégué aux Transports, l'Administrateur Général des Grands Projets sont, chacun en ce qui le concerne, chargés de l'application du présent Décret.

Article 14 : le présent Décret qui prend effet à compter de la date de sa signature sera publié au Journal Officiel de la République.

Conakry, le 29 MARS 2012



Professeur Alpha CONDE

PRESIDENCY OF THE REPUBLIC

REPUBLIC OF GUINEA

GENERAL SECRETARIAT OF THE
GOVERNMENT

Work - Justice - Solidarity

DECREE

DECREE D/2012/045/PRG/SGG

Outlining the implementation of a review programme for Mining Permits and Conventions by the National Mining Commission

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC

Whereas the Constitution

Whereas Law L/2001/029/AN of 31 December 2001, outlining the fundamental principles for the establishment, organisation and control of public service establishments;

Whereas Law L/2011/005/CNT/2011 of 10 August 2011, establishing and administering Mining Heritage;

Whereas Law L/2011/006/CNT/2011 of 9 September 2011, implementing the Mining Code in the Republic of Guinea;

Whereas Ordinance 0/91/025 of 11 March 1991 outlining the legal and institutional framework of Public Enterprises;

Whereas Decree D/2012/041/PRG/SGC of 26 March 2012 establishing, outlining the duties and operation of the National Mining Commission;

Whereas Decree D/2010/007/PRG/SGG of 24 December 2010, D/2010/016/PRG/SGG of 30 December 2010 and D/2011/002/PRG/SGG of 4 January 2011, appointing Ministers;

HEREBY DECREES

SECTION I: PURPOSE AND REMIT

Article 1:

The present Decree sets forth the terms and conditions for establishment by the National Mining Commission of an overall review programme for Mining Permits and Conventions in force as at the date of signature of the present Decree, with the perspective of their continuation, redevelopment or withdrawal pursuant to the Mining Code, and notably articles 88 and 157 thereof.

Section II: DUTIES

Article 2: The National Mining Commission shall analyse Mining Permits and Conventions with a view to issuing an opinion setting out the conditions for any decision by the competent Authorities following the overall review programme for Mining Permits and Conventions as indicated under article 1.

Article 3: For the purposes of the implementation of the overall review programme for Mining Permits and Conventions, this analysis shall be performed by two Committees established within the National Mining Commission, namely a Strategic Committee and a Technical Committee, of which the duties, composition, organisation and operations shall be set forth hereunder.

Article 3.1 - Duties of the Strategic Committee

The Strategic Committee shall be responsible for dealing with political and strategic issues related to the overall review programme for Mining Permits and Conventions. Its prior consent should be sought prior to each decision being taken concerning one or more Mining Permits or Conventions and notably concerning the continuation, redevelopment or withdrawal thereof.

Article 3.2 - Duties of the Technical Committee

The Technical Committee is the operational arm of the National Mining Committee concerning the overall continuation, redevelopment or withdrawal.

The Technical Committee is responsible for daily activities related to analyses of Mining Permits and Conventions concerned:

- organisation of external consultation;
- communication with stakeholders;
- collating and analysing information and documentation related to Mining Permits and Conventions concerned;
- drafting reports;
- recommendations to the Strategic Committee concerning any subject related to Mining Permits and Conventions which will be dealt with during the review process, and where applicable, leading negotiations with holders of Mining Permits concerned.

Article 4: Analysis of Mining Permits in the framework of the review programme for Mining Permits and Conventions shall include the following stages:

1. Identification of Mining Permits and Conventions submitted for analysis to the Strategic and Technical Committees;
2. Publication of Mining Permits concerned and, where applicable, Conventions associated to the Republic of Guinea governmental website;
3. Organisation and coordination of a national public forum, for discussions aimed at providing information to holders of Mining Permits and Conventions concerned on objectives and the analysis procedure implemented;
4. Supervision of collection of technical, legal and financial documentation pertaining to the various Mining Permits and Conventions;
5. Drafting a questionnaire for the holders of Mining Permits concerned;
6. Collection and analysis of all technical, legal and financial documentation and information collated pertaining to Mining Permits and Conventions concerned;
7. Drafting a report, for each Mining Permit and Convention concerned, by the Technical Committee, serving as a recommendation for an opinion by the Strategic Committee in the name of the National Mining Commission;
8. Issue of the opinion by the National Mining Commission to the competent authority defined under the Mining Code;
9. Publication of any administrative decision, of any amended Mining Permit or renegotiated Mining Convention, on the Official Journal and on the Republic of Guinea governmental website.

Section III: COMPOSITION

Strategic Committee

Article 5: the Strategic Committee is composed of four (4) members placed under the direct authority of the Head of State

Its members are as follows:

- 1. The Minister for Mining and Geology, chairing the Committee;**
- 2. The Minister for Economy and Finance;**
- 3. The Minister for Justice;**
- 4. The Minister for Public Works and Transportation.**

The Technical Committee

Article 6: The Technical Committee is composed of seventeen (17) members, including an Executive Chair with clear experience and skills required for international negotiations, and appointed by the President of the Republic, and placed under the authority of the Strategic Committee.

Members of the Technical Committee are senior State executives with the authorities required to represent their respective structures which are the following institutions:

1. Presidency: 1 member
2. The Prime minister's Office: 1 member
3. The Minister for Mining and Geology: 3 members
4. The Minister for Finance: 1 member
5. The Minister for Budget: 1 member
6. The Minister for the Environment: 1 member
7. The Minister for Public Works: 1 member
8. The Minister for Transport: 1 member
9. The Minister for Justice: 1 member
10. The Minister for Administration of the Territory and Decentralisation: 1 member
11. Administration of Major Projects: 1 member
12. The SOGUIPAMI: 1 member
13. The Central Bank of the Republic of Guinea: 1 member
14. Civil Society: 1 member
15. Trade Union: 1 member

These members are appointed by their Ministry or governing structure, and are subject to the prior approval of the President of the Republic.

Members from Civil Society are appointed by the National Coordinating Body of Guinean Civil Society Organisations, due to their clear knowledge of the mining sector and their recognised skills in contributing towards missions of the Technical Committee.

Given the stakes involved and the sensitivity of works, each member of the Technical Committee shall have a deputy who, alone, may represent the former.

Deputies are vested with all authorities required to commit their structures.

Section IV: ORGANISATION AND OPERATIONS

Article 7: Operation of the Strategic Committee

In addition to the weekly report issued to the President of the Republic, the Strategic Committee shall issue monthly reports to the Council of Ministers, and quarterly reports to be presented to the National Assembly and distributed in the media.

The Chair of the Committee shall refer any difficulty encountered in performance of the missions of the Strategic Committee to the President of the Republic.

Article 8: Operation of the Technical Committee

Members of the Technical Committee, supported by national and international experts and advisors work on a daily basis.

No quorum is required in the framework of normal operations of the Technical Committee.

Decisions are taken by a majority of members present or represented by deputies.

The Chair of the Technical Committee shall have a decisive vote in the event of any tie.

The Chair of the Technical Committee shall report to the Strategic Committee each week.

In such instance as it is decided by the Strategic Committee that negotiations should be initiated, these shall be led by a delegation from the Technical Committee with the holder of a Permit.

Article 9: Organisation of the Technical Committee

The Technical Committee has a secretariat, responsible for installation, operating budget preparation, meeting agendas, distribution of working documents, filing, distribution of information internally and management of daily operations.

It has analysts responsible for providing support in the review of documentation, administrative work, technical analyses, performance and preliminary recommendations. These national and international experts shall perform technical work ahead of meetings and shall provide all information necessary for decision-making by the Technical Committee.

National experts are selected from experienced executives from the various ministerial departments in the economic, legal, financial, geological, environmental and facilities sectors.

In addition to State executives, national consultants may be recruited in such instance as there are no experts meeting the selection criteria within public offices.

International advisors shall work in close collaboration with national experts, notably on financial, legal and technical issues.

Article 10: Role of the Chair of the Technical Committee

The Chair of the Technical Committee works in direct relation with the Strategic Committee, to which he presents a weekly report of the activities undertaken by the Technical Committee.

The Chair of the Technical Committee is responsible for the daily management of this structure, as well as the management of internal and external experts involved. He is the lead of a delegation for discussions and negotiations with holders of Mining Permits.

The Chair of the Technical Committee may, notably in the event of any conflicting interests, whether direct or indirect, concerning a member of the Technical Committee or any situation incompatible with continuation of said member, propose to the Minister or governing structure and/or President of the Republic, exclusion of said member from the Technical Committee.

Article 11: Financial Resources

The Strategic Committee and Technical Committee have an operating budget, local meeting rooms and offices, a secretariat and all resources required.

The secretariat keeps precise and detailed accounts of all expenses incurred by the Strategic Committee and Technical Committee.

Article 12: Lifetime of the Strategic Committee and Technical Committee

The Strategic Committee and Technical Committee are established for an initial term of one year, renewable, following the effective date of the present Decree.

By the latest two months prior to expiry of this period, initial period or renewed period, the Chair of the Strategic Committee shall present a report to the President of the Republic concerning the need, or otherwise, of extending the works and duties of the Committees.

The President of the Republic shall have a period of two months following issue of the report from the chair of the Strategic Committee to issue opinion as to the continuation of missions of the Committees, and any failure to issue opinion beyond this period shall constitute approval of the findings of said report.

Section V: FINAL PROVISIONS

Article 13: Application

The Prime Minister, Head of the Government, the Chief Minister of the Presidency, the Minister for State for Public Works and Transportation, the Minister for Mining and Geology, the Minister for the Economy and Finance, the Minister for Administration of the Territory and Decentralisation, the Minister for the Environment, the Minister for Justice, the Minister for the Budget, the Minister for Transportation, the General Director of Major Projects, the General Director of the SOGUIPAMI, are each in their own areas, responsible for enforcement of the present Decree.

Article 14: The present Decree, effective immediately following the date of signature, shall be published on the Official Journal of the Republic.

Conakry, 29 March 2012

[Signature]

For Alpha CONDE